

de son équilibre politique, détruire la confédération germanique, isoler et affaiblir l'Autriche, cette ennemie éternelle de la France, agrandir la Prusse, dont il espérait encore l'alliance, et préparer cette confédération du Rhin qui poussait au cœur de l'Allemagne les postes avancées de l'empire français. Le chef-d'œuvre de cette politique fut d'obtenir tant de résultats, non seulement sans éveiller le ressentiment de la Russie, mais encore avec son approbation et son concours. Dans l'affaire des sécularisations, l'empereur Alexandre avait deux intérêts très différents : l'intérêt d'état, qui devait l'avertir de contrebalancer autant qu'il le pourrait, en secondant les résistances de l'Autriche, l'énorme prépondérance du gouvernement français; puis un intérêt de famille, qui lui prescrivait de soutenir à la diète les prétentions de la Bavière, dont les souverains étaient ses parents, de Bade et du Wurtemberg. L'entrevue de Memel et les coquetteries de la reine de Prusse firent méconnaître au jeune empereur le premier et le plus essentiel de ces intérêts opposés. Ce jour-là, sans trop se rendre compte de ce qu'il faisait et quitte à s'en repentir plus tard, Alexandre fit pour le premier consul ce que Paul Ier, dans ses élans enthousiastes, n'aurait osé faire, grâce à elle.

Il est vrai que la Russie avait, elle aussi, ses vues d'ambition. Du moins voyons-nous, dans le cours des négociations auxquelles donne lieu le partage des indemnités, l'ambassadeur français à St-Petersbourg (M. Hedouville) assurer l'empereur, de la part du premier consul, que ce dernier « désire sincèrement assurer à la Russie l'entière et libre navigation de la mer Noire. En même temps, le colonel Caulaincourt témoigne au premier consul, de la part de l'empereur, que ce dernier verrait avec plaisir le commerce français s'étendre jusqu'à cette mer. M. Lefebvre n'a point parlé de cette partie des négociations, qui dut cependant avoir son influence sur Alexandre : elle éveillait en lui ce qu'on pourrait appeler une ambition de famille. Catherine et Paul Ier avaient rêvé cet accroissement de leur puissance maritime atteint aujourd'hui, — du moins en partie, — par leur successeur Nicolas (1).

L'Angleterre ne pouvait voir qu'avec une jalousie profonde le parti que nous tirions de notre repos. La paix ne lui profitait pas comme à nous. Sans doute son commerce s'étendait. La suspension de l'*Income-tax* soulageait les classes moyennes; l'activité de la circulation en papier de crédit maintenait le prix des denrées au même taux que pendant la guerre, et favorisait l'intérêt agricole. Le fonds d'amortissement prospérait au point d'effrayer les partisans de la dette nationale (2); mais cette prospérité matérielle, dont les hommes d'état connaissaient les conditions éphémères, ne les aveuglait pas sur l'importance de nos progrès et leur caractère menaçant. D'ailleurs, nous l'avons dit, l'aristocratie anglaise n'avait entendu conclure avec la France qu'une simple trêve; et plus cette trêve aurait de durée, au train que prenaient les choses, plus sa rupture nous trouverait en état d'écraser notre rival. Les travaux de Cherbourg, les canaux qui allaient sillonner la Bretagne, et par lesquels communiqueraient librement, malgré la guerre maritime, Bordeaux, Rochefort, Nantes, la Hollande, Anvers, Cherbourg et Brest; les docks projetés à Flessingue, la digue projetée à Boulogne, la conscription maritime régulièrement établie, la construction des navires qui

allait être poussée avec une activité sans exemple; bref, tous les préparatifs de cette bataille d'Actium (1) que Napoléon comptait livrer sous peu d'années à la seule puissance qui lui portât ombrage, devaient naturellement amener l'Angleterre à redescendre la première dans l'arène du combat.

D'ailleurs, la question commerciale commençait à se dessiner sous son véritable aspect; Napoléon n'avait pas la folle pensée de contester, dès le premier jour, la prééminence maritime de l'Angleterre, mais il n'entendait pas que la France perdît les avantages de son admirable situation maritime ou le bénéfice de ses alliances continentales. La Hollande et la haute Italie, la Suisse et l'Espagne, en un mot tout ce qui se mouvait dans la sphère de l'influence française, devait être soustrait aux trafiquants britanniques. Or, la paix sans la faculté d'innonder le continent de leurs marchandises, n'était plus qu'un fléau pour eux (2). Dès le jour où il fut avéré que la France, la Hollande, la Belgique et l'Italie resteraient fermées aux produits anglais, le ministre Adington eut la certitude qu'il ne pourrait pas, le voulait-il, maintenir le traité d'Amiens.

Avec quelle impudeur ce traité fut violé, chacun le sait, et la nécessité même, aux yeux de ceux qui reconnaissent le mieux son empire, ne justifie pas le mépris absolu que nos voisins témoignèrent en cette circonstance pour les plus simples dehors de la loyauté. On en eut une preuve éclatante vers la fin des négociations où le sort de Malte était en question. Sur la proposition de Napoléon, qui consentait à remettre l'île en dépôt entre les mains d'une des trois grandes puissances continentales, le cabinet anglais avait répondu que la Russie seule lui offrait assez de garanties, mais que l'empereur Alexandre avait refusé de se prêter à un arrangement de cette nature. Ceci était matériellement faux. M. de Markoff, l'envoyé russe, avait au contraire remis à M. de Talleyrand l'adhésion formelle d'Alexandre à cette combinaison éventuelle. La note où elle était contenue fut mise à l'instant même sous les yeux de lord Whitworth, qui fut invité à continuer les négociations sur cette nouvelle base; mais, interdit et confus, il laissa tomber cet argument péremptoire et demanda sèchement ses passeports.

Encore maintenant, les historiens anglais en sont réduits à éluder comme ils le peuvent le récit de ce désappointement diplomatique. Ils prétendent que la communication de M. de Markoff eut lieu seulement le 24 mai 1803, huit jours après la déclaration de guerre en date du 16, et lorsque toutes relations entre les deux cabinets avaient cessé d'exister. M. Lefebvre nous fournit des dates très différentes. Il affirme, et nous avons toute confiance dans son exactitude, que la déclaration de l'empereur Alexandre fut remise le 11 mai à M. de Talleyrand; c'est le 12 que lord Whitworth réclama ses passeports, et le 18 seulement, notre ambassadeur à Londres (Andréossy) s'embarquait à Douvres pour revenir en France.

Maintenant que l'Angleterre avait jeté le masque, pouvait-elle encore lancer contre nous les forces coalisées de l'Europe? Au début des hostilités, il fut permis d'espérer que non. Un instant l'Espagne fut ébranlée; mais le favori honteux qui la gouvernait alors fut dompté par la hautaine parole du premier consul. On lui permit de ne pas faire la guerre; mais elle dut participer aux frais de la campagne qui allait s'ouvrir et contraindre le Portugal à nous fournir aussi des subsides. L'envahissement

de Naples, la prédominance de Napoléon dans la question des indemnités germaniques, l'invasion du Hanovre combattaient dans l'esprit de l'empereur de Russie l'espèce de penchant qu'il éprouvait, ou qu'il témoignait du moins, pour le chef du gouvernement français. Tout en acceptant le rôle de médiateur entre l'Angleterre et nous, il ne fit rien d'essentiel pour la conciliation dont il s'était chargé. On fut même en droit de penser qu'il avait secrètement fomenté les espérances hostiles de la Grande-Bretagne; car les agressions de celles-ci parurent plus acharnées, plus ardentes que jamais dès qu'elle put apprécier la tendance politique de la Russie.

Cependant la Russie et l'Angleterre, — même en y joignant la Suède toujours ennemie, — ne pouvaient prévaloir contre la France déjà si forte; il fallait que la Prusse ou l'Autriche consentît à grossir la nouvelle coalition; il fallait encore que, si l'Autriche entraînait dans le complot, la Prusse demeurât fidèle à ce système de neutralité si obstinément adopté par elle. Si la France avait le bonheur de l'associer à sa fortune, notre cause était gagnée en Europe. A ce moment, Frédéric-Guillaume III avait à choisir, et de son choix dépendait en grande partie l'issue de la prochaine lutte.

Toujours malveillante, mais assoupie par ses défaites, dont elle réparait lentement les suites, l'Autriche ne se rendit pas sur-le-champ aux instances de l'Angleterre, appuyées sans nul doute par le cabinet de St-Petersbourg. Elle déclara hautement sa neutralité, s'abaissa devant le premier consul aux protestations les plus humbles; et plus elle mettait de secrète ardeur à préparer la guerre, plus elle affecta de se montrer obséquieuse et souple dans ses relations diplomatiques avec la France. Quant à la Prusse, nous avons déjà dit comment elle résista au glorieux appât que Napoléon faisait briller devant elle. Embarrassé de scrupules incomplets, préoccupé de questions secondaires, enlêté dans son inertie, dont il pouvait bien prévoir néanmoins qu'il faudrait sortir quelque jour, Frédéric-Guillaume hésitait entre les séductions de la France et la crainte d'être entraîné par elle à des guerres qu'il redoutait, il convoitait misérablement, sans oser y prétendre et les conquérir, tous les agrandissements que Napoléon lui proposait. Rien de plus curieux que de suivre, dans le livre qui nous occupe, les anxiétés de cette âme timide, les calculs incertains, les termes moyens auxquels elle en revient toujours de préférence; l'effroi que lui cause ce qu'elle désire; les désirs que lui inspire ce qui l'effraie; son antipathie pour l'alliance complète, à proportions larges, que poursuivait Napoléon; bref, toutes ces anxiétés mesquines qui empêchèrent cette alliance d'être consentie, et qui enlevèrent ainsi à la paix européenne sa plus sûre garantie.

Là, comme en appréciant le traité de Lunéville, M. Lefebvre porte un jugement critique sur la diplomatie impériale. "On aurait pu, dit-il, entraîner Frédéric-Guillaume en lui proposant d'évacuer le Hanovre. C'était la question qui lui tenait le plus à cœur. Il est impossible, ajoute-t-il, qu'au moment de signer à cette condition le traité d'alliance, le cabinet prussien eût encore reculé; mais du moins il y avait chance de le lier sans retour, et cette chance ne devait pas être écartée."

Ce point de vue ne manque pas de justesse, surtout avec les restrictions qui le réduisent à n'être qu'une hypothèse. Cependant, nous ne pouvons nous dissimuler qu'il en est une plus étendue et plus probable, c'est celle que l'historien a développée dans une autre partie de son livre, lorsqu'il reproche à Napoléon d'avoir négligé dans sa guerre à la Prusse l'auxiliaire puissant des sympathies populaires.

(1) Bignon, tome II, p. 320-21.

(2) *Parl. hist.*, tome XXXVI, p. 11-27.

(1) Lascasse, tome V, p. 15.

(2) Tome I, page 264.